

Adresse du congrès extraordinaire du Parti ouvrier indépendant

Nous, délégués au congrès extraordinaire du Parti ouvrier indépendant, réunis le 2 octobre 2011 à Paris, adressons notre salut et notre solidarité aux travailleurs et à la jeunesse de Grèce qui, en ce moment même, se dressent contre le plan meurtrier que la troïka Fonds monétaire international-Union européenne-Banque centrale européenne est venue dicter sur place. Plan que le gouvernement du « socialiste » Papandréou applique servilement.

Nous faisons nôtre l'appel lancé hier, devant des milliers de travailleurs et de jeunes, par la tribune du meeting internationaliste : sur tout le continent, combattre la dictature de la troïka et les plans de rigueur qu'elle dicte à des gouvernements de toutes couleurs politiques ; sur tout le continent, combattre toute soumission aux prétendus « impératifs » du remboursement de la dette et de la réduction des déficits publics, et donc combattre toutes les tentatives d'intégrer les organisations syndicales aux plans de rigueur de la troïka.

Notre congrès se réunit quelques jours après que les élections sénatoriales ont révélé la profondeur du rejet qui frappe non seulement le gouvernement et sa politique, mais tout le régime de la V^e République, dont l'accumulation des « affaires » étale au grand jour le degré de pourrissement et de décomposition. Un rejet exprimé par les élus locaux reflétant celui de toutes les couches de la population.

Pour l'immense majorité de la population ; pour les travailleurs confrontés aux plans de restructuration et de chômage ; pour les jeunes saisis d'angoisse devant la remise en cause des diplômes nationaux, l'absence de travail et la précarité généralisée ; pour les personnes âgées menacées de voir fondre leur maigre retraite et, sous couvert de dépendance, de ne plus bénéficier d'une prise en charge par la Sécurité sociale ; pour les millions de travailleurs en attente d'un logement HLM adapté ; pour les paysans chassés de leurs terres ; pour les élus des communes qui se voient priver les uns après les autres de leurs services publics et qui refusent de voir disparaître les communes elles-mêmes ; pour tous, travailleurs, jeunes, élus, militants, une question se pose avec angoisse : comment briser cette spirale de destruction et de dévastation ?

Oui, il y a urgence à chasser la politique de destruction mise en œuvre par le gouvernement pour le compte des capitalistes, et à chasser le gouvernement lui-même. Comment cette exigence peut-elle se traduire dans le cadre de l'élection présidentielle de 2012 ? Sans qu'il soit possible d'avancer un « pronostic », on peut envisager que des millions de travailleurs et de jeunes apporteront leur suffrage aux candidats issus de partis se réclamant historiquement des intérêts ouvriers et populaires (tandis que d'autres s'abstiendront). Mais force est de constater que jamais élection n'a à ce point vidé de son contenu la signification du suffrage universel, puisqu'il s'agit de désigner un président de la République concentrant entre ses mains tous les pouvoirs que lui confèrent les institutions antidémocratiques de la V^e République, elles-mêmes subsidiaires de l'Union européenne qui conduit le pays à la ruine.

Dans une telle situation, le Parti ouvrier indépendant se doit de concentrer ses forces dans l'aide apportée, en toutes circonstances et sous toutes les formes, à la réalisation de l'unité des travailleurs, de leurs organisations et de la jeunesse, une unité scellée sur les aspirations et revendications les plus urgentes.

Le congrès estime, sur la base des discussions et des votes dans les comités et assemblées de congrès départementaux, que la tactique la plus adaptée concernant l'élection présidentielle de 2012 passe par la non-présentation d'un candidat à l'élection présidentielle.

Le Parti ouvrier indépendant n'a pas d'intérêts distincts de ceux de l'immense majorité des travailleurs et des jeunes qui aspirent à une véritable rupture avec la politique anti-ouvrière et antidémocratique du gouvernement Sarkozy-Fillon. Les militants du POI partagent cette aspiration.

Dans une situation où déjà s'appliquent les plans de la troïka avec les conséquences désastreuses pour les travailleurs et leurs familles, peut-on attendre une telle rupture d'une élection où les deux candidats du deuxième tour, avant même d'être élus, s'engagent à payer la dette aux banques, à imposer la réduction des déficits publics dans le cadre de Maastricht et à mettre en œuvre la politique de rigueur exigée par la Banque centrale européenne ? Une telle rupture est-elle possible, si le gouvernement issu de l'élection présidentielle de 2012, décide, pour ramener les déficits à 3 %, de tailler dans le budget de la nation à hauteur de 80 à 100 milliards d'euros, d'attaquer de nouveau les retraites, de liquider des centaines de milliers d'emplois dans les services publics, d'imposer un plan de rigueur d'une violence sans précédent, menaçant tout l'édifice des conquêtes sociales et démocratiques arrachées dans notre pays par la lutte de classe ?

Pas plus en France qu'en Grèce ou dans le reste de l'Europe, les travailleurs ne peuvent accepter les plans d'austérité, ni en 2011 ni en 2012. Les travailleurs veulent chasser une politique, un président, un gouvernement tout entiers au service de la classe capitaliste et de ses institutions. Mais ce n'est pas pour les remplacer par un autre président et un autre gouvernement qui appliqueraient en France les plans meurtriers des Zapatero et Papandréou ! Ce que veulent les travailleurs, c'est que soient prises les mesures d'urgence et de sauvegarde de la classe ouvrière et de la démocratie : interdire les licenciements, arrêter la RGPP (révision générale des politiques publiques), rétablir les centaines de milliers d'emplois supprimés dans les hôpitaux, écoles, bureaux de poste, arrêter les privatisations, renationaliser les services publics, rétablir la Sécurité sociale

sur ses bases de 1945, abroger les contre-réformes, à commencer par celle des retraites, faire respecter la stricte séparation des églises et de l'Etat (et pour commencer le principe républicain : fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée). Quel gouvernement aura la volonté — et s'en donnera les moyens — de prendre de telles mesures ? Un gouvernement qui aura l'audace de s'engager sur la voie de la rupture, d'annuler la dette et les traités européens et internationaux qui en garantissent le paiement, de confisquer les avoirs des banques et de briser le carcan imposé par la troïka (FMI-UE-BCE).

Avancer dans cette voie impliquerait que soient balayées les institutions antidémocratiques de la V^e République et de l'Union européenne, des institutions dont la seule fonction est de perpétuer l'oppression du peuple et l'exploitation de la classe ouvrière. Partisan de restaurer le suffrage universel dans toute sa signification démocratique, le Parti ouvrier indépendant se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine composée de délégués élus, mandatés et révocables concentrant entre leurs mains le pouvoir d'édifier des institutions libres et souveraines capables de briser la dictature de la troïka. Seul un gouvernement appuyé sur une telle Constituante souveraine disposera des moyens de prendre les mesures d'urgence et de sauvegarde du peuple travailleur et de la jeunesse.

Sur cette base, le congrès extraordinaire du Parti ouvrier indépendant — qui combat pour le socialisme, la République et la démocratie — décide d'ordonner toute la politique du parti sur les mots d'ordre « *Non à la dictature de la troïka* », « *Dehors l'Union européenne, le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne* », « *A bas les institutions de la V^e République* », « *Assemblée constituante, maintenant, tout de suite, pour rétablir la souveraineté du peuple, établir la démocratie, ouvrir la voie à un gouvernement d'urgence de sauvegarde du peuple travailleur et de la démocratie* », en s'attachant à traduire ces mots d'ordre dans chacune des revendications concrètes des travailleurs et de la jeunesse. Seule la classe des opprimés et des exploités se mobilisant et s'organisant sur son propre terrain de lutte de classe peut ouvrir une telle issue. C'est pourquoi il nous revient, comme POI, d'aider politiquement au combat de résistance sur tous les plans.

- En contribuant au succès de la conférence nationale du 26 novembre, à l'initiative des 160 militants ouvriers et élus de toutes tendances qui ont lancé l'appel du 2 juillet. Constatant que le refus de la rigueur, de la soumission aux diktats des déficits publics s'exprime très largement dans toutes les organisations, et cela quelle que soit la position des dirigeants — que ces dirigeants aient accepté ou refusé d'inclure dans les revendications la nécessité d'examiner « *avec le gouvernement et le patronat les mesures à prendre* » pour « *réduire la dette* » et « *pour la maîtrise des déficits publics* » — un tel rassemblement de militants ouvriers de toutes tendances, unis dans leur refus de subordonner l'action de classe au consensus dicté par Bruxelles, Francfort, Washington constituera un solide point d'appui pour aider la classe ouvrière à imposer sa volonté.

- En aidant à constituer la délégation de maires qui se rendra à l'Élysée début décembre pour dire : « *Respect du suffrage universel, ne mettez pas en place les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI)* ». Le congrès approuve le communiqué des secrétaires nationaux analysant : les élections sénatoriales expriment le rejet massif des SDCI et de la réforme territoriale, un rejet dans lequel la campagne du Parti ouvrier indépendant occupe toute sa place.

- En décidant, dès maintenant, de grouper travailleurs et militants autour de candidatures ouvrières et démocratiques aux élections législatives de juin 2012. Au lendemain de la présidentielle, ces élections seront l'occasion, face aux tentatives d'imposer les mesures de rigueur exigées par la troïka, de présenter des élus et des militants ouvriers enracinés dans leurs circonscriptions, dont la campagne, sur les mots d'ordre politiques de rupture avec la V^e République et l'Union européenne, de combat pour l'Assemblée constituante et pour un authentique gouvernement de défense des travailleurs et de la démocratie, sera un levier de construction du parti. Enregistrant les premières propositions des comités départementaux, le congrès constitue une commission chargée de présenter au conseil fédéral national de janvier un rapport sur cette question.

- En réaffirmant son engagement résolu dans la lutte contre la guerre, et en particulier contre les interventions militaires en Libye, en Afghanistan et dans d'autres pays, auxquelles participe le gouvernement français au mépris de la souveraineté des nations et des intérêts des peuples. Le Parti ouvrier indépendant répond favorablement à l'invitation du Parti des travailleurs d'Algérie à participer à la conférence d'urgence convoquée pour la défense de la souveraineté des nations du Maghreb et du Sahel, et contre toutes les interventions militaires et ingérences étrangères, conférence convoquée par ce parti. Le congrès transmet son salut fraternel au comité de coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui se réunit la semaine prochaine à Alger et réaffirme sa solidarité avec les travailleurs et les peuples du monde entier qui combattent contre les guerres imposées par les grandes puissances au service de leur politique d'exploitation et d'oppression.

En conclusion : la crise majeure dans laquelle est entrée la civilisation, crise économique, politique, sociale, institutionnelle ne sera résolue que par la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, laquelle sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, en France comme à l'échelle internationale.

Pour y parvenir, les exploités et les opprimés doivent pouvoir disposer du solide point d'appui que constitue un parti fidèle aux seuls intérêts de la classe ouvrière, parce qu'indépendant. C'est pourquoi, à l'aube de combats majeurs qui verront sur le continent européen se poursuivre les processus de libération des peuples, commencés voilà près d'un an en Tunisie, nous appelons les travailleurs, les jeunes qui partagent ces objectifs et veulent s'organiser pour combattre, à nous rejoindre.

Ensemble, construisons le Parti ouvrier indépendant.

Adoptée à l'unanimité